

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

GROUPE SOS SANTE

Association

47 rue Haute Seille
57000 METZ

SIREN 302 891 114

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

GROUPE SOS SANTE

47 rue Haute Seille
57000 METZ

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association GROUPE SOS SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association GROUPE SOS SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les comptes annuels ont été établis selon les principes comptables généraux et les spécificités liées aux secteurs d'activités exposés dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe au comptes annuels.

Nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nancy, le 22 mai 2023

REVILEC AUDIT
Charlotte GENATIO



Commissaire aux Comptes

BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	399 847	387 495	12 352	13 403
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	5 825 453	3 163 790	2 661 663	2 443 018
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles	835 168	330 614	504 554	546 830
Immobilisations incorporelles en cours	408 824		408 824	12 228
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 746 084	569 503	4 176 581	4 197 962
Constructions	62 792 941	34 410 727	28 382 214	29 138 867
Installations techniques, matériels et outillage	30 579 565	24 832 060	5 747 505	5 860 657
Autres Immobilisations corporelles	47 932 718	31 449 610	16 483 108	17 268 880
Immobilisations corporelles en cours	1 965 436		1 965 436	1 848 125
Avances et acomptes	377 305		377 305	57 836
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	9 459 767		9 459 767	4 944 555
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	6 219		6 219	6 219
Prêts	6 404 099		6 404 099	6 077 504
Autres Immobilisations Financières	959 148		959 148	957 981
ACTIF IMMOBILISE	172 692 574	95 143 799	77 548 775	73 374 065
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements	4 219 532	121 985	4 097 547	4 518 955
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	46 244		46 244	19 421
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	59 900 307	7 102 764	52 797 543	51 210 867
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	9 999 911		9 999 911	8 825 585
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.	2 664 716		2 664 716	2 648 753
Disponibilités	4 200 051		4 200 051	6 009 702
Charges constatées d'avance	445 293		445 293	532 088
ACTIF CIRCULANT	81 476 054	7 224 749	74 251 305	73 765 371
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
Ecarts d'arrondi				
TOTAL GENERAL	254 168 628	102 368 548	151 800 080	147 139 436

BILAN PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Fonds Propres sans droit de reprise	32 225 615	32 225 615
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	32 225 615	32 225 615
Fonds Propres avec droit de reprise :	2 216 876	2 216 876
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	2 216 876	2 216 876
Ecart de réévaluation	24 082 109	24 082 109
Réserves	6 922 971	6 978 018
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité		
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	721 401	776 448
- Autres réserves	6 201 570	6 201 570
Report à nouveau	-48 379 215	-46 696 740
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-852 823	-317 968
- Autres reports à nouveau	-47 526 392	-46 378 772
Résultat de l'exercice	-1 466 225	-1 737 519
- Activités en gestion contrôlée	-1 074 908	-444 748
- Autres activités	-391 317	-1 292 771
Situation Nette	15 602 131	17 068 359
Subventions d'investissement	15 245 361	14 288 334
Provisions réglementées	82 000	146 261
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	30 929 492	31 502 954
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	4 124 267	4 755 833
FONDS DEDIES OU REPOTES	4 124 267	4 755 833
Provisions pour risques	633 543	1 095 869
Provisions pour charges	5 714 926	5 209 556
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 348 469	6 305 425
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	50 101 542	48 152 220
Emprunts et dettes financières divers	619 951	657 976
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	769 176	525 195
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 582 307	23 146 708
Dettes fiscales et sociales	25 387 430	27 026 205
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 802 891	1 302 521
Autres dettes	2 986 907	3 405 611
Produits constatés d'avance	147 648	358 788
DETTES	110 397 852	104 575 224
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	151 800 080	147 139 436
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	15 993 998	13 039 373

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2022	31/12/2021
Cotisations	170	170
Ventes de biens et services	29 646 769	30 666 681
-Ventes de biens :	4 417 754	4 295 459
<i>Ventes de marchandises</i>	4 416 882	4 292 901
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>	872	2 558
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	25 229 015	26 371 222
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	1 347 498	1 215 366
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	7 246 280	6 951 955
<i>Autres prestations de service</i>	16 635 237	18 203 901
Produits de tiers financiers	251 064 352	242 487 282
- Concours publics	248 862 419	240 813 599
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	133 218 914	129 594 681
<i>Dotation Globale de Financement</i>	70 378 737	69 931 082
<i>Autres produits de tarification</i>	45 264 768	41 287 836
- Subventions d'exploitation	2 082 237	1 478 158
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public	1 550	7 148
<i>Dons manuels</i>	1 550	7 148
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	118 146	188 377
Production Stockée		
Production Immobilisée	36 815	16 528
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	3 369 826	4 446 587
Utilisation des fonds dédiés	1 639 325	573 774
Autres produits de Gestion Courante	4 866 660	4 027 641
Produits d'exploitation	290 623 917	282 218 663
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	28 305 256	26 589 343
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements	463 849	741 050
Autres achats et charges externes	72 680 649	69 738 540
Aides financières	73 200	
Impôts, taxes et versements assimilés	15 726 279	15 115 509
Salaires et traitements	113 647 669	110 846 915
Charges sociales	48 602 042	48 508 081
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 812 677	6 251 651
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	2 700 860	2 185 807
Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 274 174	1 860 896
Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 007 756	1 115 831
Autres charges	602 543	1 093 626
Charges d'exploitation	292 896 954	284 047 249
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 273 037	-1 828 586
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent ou déficit transféré III	640 484	820 519
Déficit ou excédent transféré IV		

COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers de participation	1 063 821	444 094
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	54 836	63 448
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	1 118 657	507 542
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	819 118	560 752
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	819 118	560 752
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	299 539	-53 210
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	-1 333 014	-1 061 277
Sur opérations de gestion	399 198	335 487
Sur opérations en capital	587 621	3 000
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	64 261	5 772
Produits exceptionnels	1 051 080	344 259
Sur opérations de gestion	594 194	613 257
Sur opérations en capital	563 379	
Dotations aux amortissements et aux provisions	27 389	402 730
Charges exceptionnelles	1 184 962	1 015 987
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-133 882	-671 728
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	-671	4 514
Résultat net	-1 466 225	-1 737 519
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>293 434 138</i>	<i>283 890 983</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>294 900 363</i>	<i>285 628 502</i>

Sommaire :

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE				X
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION		X		
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks	X		
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions pour risques et charges	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance		X	
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Goba	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail	X		
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2022, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	151 800 080 €
✓ Total du compte de résultat (Produits)	293 434 138 €
✓ Résultat de l'exercice (déficit)	-1 466 225 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association en date du 16 mai 2023.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association Groupe SOS Santé a pour objet de répondre aux besoins de la population en termes de missions de santé et d'aide à la personne en favorisant notamment l'accès à des soins de qualité pour tous.

L'association contribue notamment au maintien de services de soins utiles à la population sur des territoires parfois menacés par le phénomène de « désertification médicale ». A ce titre Groupe SOS Santé dispose notamment de 9 Hôpitaux situés dans 4 régions différentes ; qui sont financés selon la tarification à l'activité par l'assurance maladie, les mutuelles et les patients.

L'association assure aussi des prestations de soins infirmiers intégrant des soins techniques et des soins de base et relationnels au travers du déploiement de Services infirmiers à domicile (SSIAD) et gère des Unités de Soins de Longue Durée (USLD) et des Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (Ehpad).

Enfin, Groupe SOS Santé a aussi mis en place deux instituts de formation pour les aides-soignants (IFAS) afin de proposer une formation continue ou en alternance.

LISTE DES STRUCTURES COMPRISES DANS LE PERIMETRE

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité séparée, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif ou d'un Etat Réalisé des Recettes et Dépenses distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

Ci-après, la répartition des établissements :

	Variation Périmètre	en Gestion contrôlée	en Gestion libre
Ehpad - Les Jardins du Kem - Thionville		X	
Ehpad - Château Salins		X	
Secteur Séniors			
SSIAD - Mont Saint Martin		X	
SSIAD - Forbach - PA		X	
SSIAD - Forbach - PH		X	
USLD - Le Kem - Thionville		X	
USLD - Forbach		X	
USLD - Château Salins		X	
USLD - Mont Saint Martin Les Peupliers		X	
Hôpital Le Kem Thionville			X
Hôpital Hôtel Dieu Mont Saint Martin			X
Hôpital Jean Jaurès - Paris			X
Hôpital Hôtel Dieu Le Creusot			X
Hôpital de Forbach			X
Hôpital de Saint Avold			X
Hôpital de Château Salins			X
Centre de rééducation Fonctionnelle Villiers sur Marne			X
Centre de Planification de Saint Avold			X
Secteur Santé			
IFAS - Ecole Aide soignante - Mont Saint Martin			X
IFAS - Ecole Aide soignante - Saint Avold			X
Secteur Emploi			
Activité Repas de Château Salins			X
Direction administrative - Frais de siège			X
Association Détention de Titres			X
Association et actions associatives			X
Groupe - Support			

FAITS CARACTERISTIQUES

1. Conséquences de la crise sanitaire Covid 19 – du conflit entre l'Ukraine et la Russie

Les perturbations provoquées par la crise sanitaire mais aussi les tensions liées aux manques d'effectifs soignants continuent en 2022 à avoir des répercussions sur l'activité de l'association. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie n'a pas eu d'impact sur l'activité de l'association.

L'association a bénéficié au cours de l'exercice 2022 de mesures ayant concouru au maintien de l'équilibre financier :

- De **garanties de financement reçues pour 17 Me pour le Titre 1** (Rappel 2021 : 12.5 Me dont Titre 1 : 10.3 Me / Titre 2 : 2.2 Me).
- Des financements relatifs à **l'enveloppe inflation pour 1.7 Me** (aide à la contractualisation)
- Des **financements notifiés IFAQ pour 1.5 Me**, (2021 : 1.2 Me).
- Des **enveloppes de revalorisation du point CCN (3%) de 2.5 Me** (financement à quasi iso-coût)
- Des **financements complémentaires de 8.8 Me** pour faire suite à la réception des enveloppes C3/C4/C5 en 2023 : :
 - o Des **aides pour les établissements en difficulté pour 3.8 Me** (Dont les centres hospitaliers du Creusot 2.3 Me – Mont Saint Martin 1 Me – Saint Avold : 0.5 Me)
 - o Des compléments sous-exécution Ondam (1.2 Me)
 - o Compensation surcoût Covid : 1.6 Me (dont 0.9 Me sur Saint Avold)
 - o Enveloppe de péréquation Ségur : 0.5 Me (environ 50% plus faible qu'anticipé initialement du fait du recalcul de l'assiette des effectifs sur les SAE 2021)
 - o Crédits non reconductibles médico-social : 0.8 Me (USLD 0.7 Me – Ehpad 0.15 Me), qui ont notamment pour objet la revalorisation des personnels médicaux et non médicaux liée aux mesures Ségur, des mesures d'attractivité pour les carrières soignantes.
 - o Dotation populationnelle urgences : 0.8 Me
 - o Dotation territoriale de responsabilité : 0.1 Me

2. Financements et Ressources

a) Quotes-Parts de bénéfices reçues de Groupement

Groupe SOS Santé a reçu au cours de l'exercice 640 ke de produits correspondant aux quotes-parts de résultat reçues des groupements suivants :

- GIE Trois Frontières : 212 ke
- GIE Centre d'Imagerie Médical du Creusot : 294 ke
- Groupement HAD Saône et Loire : 134 ke

Pour mémoire, les financements reçus à ce titre s'élevaient à 820 ke en 2021.

b) Dividendes perçus des sociétés filiales

Groupe SOS Santé a bénéficié du versement de 1 064 ke de dividendes versés par sa filiale la SCI Alpha Méga.

c) Subventions d'investissement

Groupe SOS Santé a perçu au cours de l'exercice des subventions d'investissement de 1.942 ke dont notamment pour les centres hospitaliers de Mont Saint Martin (1.425 ke) et du Creusot (374 ke).

Ces subventions ont notamment pour objet le soutien à l'investissement et la transformation du service public hospitalier (ARS – 1.2 Me) ; le plan de relance du quotidien (ARS- 620 ke) ; le financement des projets de sécurité (ARS - 40 ke).

Les informations relatives aux subventions et concours publics sont indiquées dans la note 20 de l'annexe.

3. Opérations non courantes

a) Prise de participations Polyclinique du Parc

Société Polyclinique du Parc :

- Groupe SOS Santé a acquis 100% des titres de la société pour une valeur de 5.065 ke (dont un complément de prix de 729 ke qui sera versé en 2023).
- L'association a souscrit un emprunt de 2.311 ke auprès de la Banque Populaire afin de financer en partie l'acquisition de ces titres. Les titres de participation de la société ont été nantis en garantie de cet emprunt.

Création du GIE Carnot : Groupe SOS Santé a participé à la constitution du Groupement d'Intérêt Economique Carnot à hauteur de 10% du capital pour un montant de 10 euros.

b) Cession de la participation Omega

Le 20 décembre 2022, l'association Groupe SOS Santé a cédé les parts sociales (550 ke) et comptes courants (500 ke) qu'elle détenait sur la société Omega Restauration. La cession a été réalisée au même prix que la valeur comptable, l'opération est sans impact sur le résultat de l'exercice.

c) Avances octroyées aux filiales de Groupe SOS Santé

L'association Groupe SOS Santé a versé en 2022 des avances de trésorerie à ses filiales de 2.760 ke (Groupe SOS Coopérative Immobilière : 1.525 ke – La Source : 900 ke - Groupe SOS Transition Ecologique et Action Territoriale : 285 ke – Groupe SOS Participations : 50 ke).

Le montant total de ces avances non remboursées à la clôture s'élève à 3.361 ke, incluant les intérêts non perçus.

Les informations relatives aux filiales sont indiquées dans la note 3 de l'annexe.

4. Autres Faits Majeurs

a) Contrôle Urssaf 2012 à 2014

L'association Groupe SOS Santé a fait l'objet d'un contrôle URSSAF au titre des années 2012 à 2014. Le redressement, après observations, s'élevait à 1.171 ke.

La cour d'appel de Metz saisie par l'association a rendu un arrêt en date du 25-10-2021 confirmant le jugement du TGI et notamment a condamné Gsos Santé à payer à l'Urssaf la somme de 483 ke.

Le montant total a été ramené à 331 ke après échanges avec l'URSSAF sur les exonérations d'aide à domicile, et réglé en février 2022.

Une négociation de remise gracieuse des pénalités et majorations est actuellement en cours.

La provision de 82 ke est donc maintenue au passif du bilan dans l'attente des paiements ou d'une position officielle sur la prise en compte de nos demandes à venir des remises gracieuses des pénalités et majorations.

b) Contrôle Urssaf 2016 à 2018

L'association Groupe SOS Santé a fait l'objet d'un contrôle URSSAF au titre des années 2016 à 2018. **Le redressement** s'élève à 918 ke, porté après réponses de l'association Groupe SOS Santé à **un total rectifié de 717 ke** au titre des allègements Fillon (383 ke dont 116 ke relatifs à des salaires de médecins) ; contestation du régime Mutuelle local (193 ke), autres points (137 ke) et majorations et pénalités (67 ke)

La provision constatée en 2019 à ce titre s'élevait à 781 ke au regard des risques estimés en interne.

L'association a saisi la Commission de recours amiable de l'URSSAF le 26-03-2020, puis le pôle social du TJ de Metz en août 2020, afin de voir annuler ou réviser les chefs de redressement suivants à hauteur de 466 ke ; dont Prévoyance complémentaire : non-respect du caractère obligatoire (195 ke) et Réduction générale de cotisations / hors cas des médecins pour un montant de redressement de 267 ke hors pénalités et majorations de retard.

Le TJ de Metz a rendu son délibéré le 6-01-2023, favorable à l'association, et qui donne droit aux chefs de redressement contestés ci-dessus et annule les redressements relatifs à la prévoyance complémentaire (199 ke), partiellement à la réduction Fillon hors cas des médecins (114 ke), au forfait social relatif à l'indemnité pour rupture conventionnelle (5 ke).

L'URSSAF ayant interjeté appel de la décision du TJ sur l'ensemble du jugement, la **provision résiduelle de 538 ke** a été conservée au passif du bilan.

c) Litige MALAKOFF

L'association était en litige auprès de Malakoff au niveau du calcul des cotisations retraite dues pour les années 2016 et 2017.

Pour faire suite à un travail de réconciliation effectué par les services de l'association avec ceux de Malakoff ; les sommes dues à Malakoff s'élevaient à 92 ke (pour un montant initialement réclamé de 2Me).

Le solde des sommes ayant été réglé en 2021 ; un produit a été constaté à hauteur de 92 ke, venant impacter le résultat d'exploitation.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid-19

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution de la crise sanitaire et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2023, mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

Conflit entre l'Ukraine et la Russie / Inflation

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2023 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation comptable

Néant.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité séparée, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (ERRD) ou compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de tarification et de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est précisée en note n°7 de la présente annexe.

b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif ;

- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations et notamment :
 - ✓ Les subventions et participations de fonctionnement des collectivités territoriales et autres organismes, sont comptabilisées pour leurs montants attribués correspondant à l'arrêté des différents financeurs.
 - ✓ Les spécificités établies par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de :
 - Certains tarifs des prestations (prix de journée) ;
 - La dotation annuelle de financement (D.A.F. /M.I.G.A.C. /F.I.R.) ;
 - De tarifs soins et des forfaits journaliers (Secteur Sanitaire) ;
 - La dotation de Soins (Secteur Médico-social) cela concerne notamment les établissements « S.S.I.A.D et U.S.L.D. ».

c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

Comptabilisation des engagements de retraite :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant et conformément soit des accords obtenus par les autorités de tarification et de contrôle, soit des modalités prévues au sein du code de l'action sociale et des familles. (Voir ci-après Note § M)

Comptabilisation de fonds dédiés au titre des MIGAC non encore utilisées à la clôture

Les principes comptables français prévoient que les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ces ressources prévoient les contributions financières reçues d'autres personnes morales de droits privé à but non lucratif, les ressources liées à la générosité du public, les subventions d'exploitation ainsi que les contributions financières accordées des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS dès lors que ces sommes sont affectées à un projet défini.

L'association Groupe SOS Santé est gestionnaire d'ESSMS et d'établissements sanitaires.

Afin de permettre une meilleure lisibilité des comptes et d'assurer une meilleure traçabilité des flux les sommes versées sous forme de concours publics aux hôpitaux (via MIGAC) et non utilisées à la clôture (3.7 Me) ont été neutralisées dans les fonds dédiés liés à des subventions publiques.

d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 2 à 5 ans.

e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Les durées d'amortissement retenues, correspondent aux durées réelles d'utilisation attendues lors de l'investissement, à savoir :

Type de bien	Durée
Constructions	20 ans à 50 ans
Installations générales, aménagements des constructions	18 à 50 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans à 20 ans
Matériels et outillages	5 à 10 ans
Mobiliers et matériels de bureau	5 ans à 10 ans
Matériels informatiques	5 ans à 10 ans
Matériels de transport	5 ans

Coût d'entrée des immobilisations :

Les intérêts des capitaux empruntés ont été immobilisés dans le coût des actifs conformément à l'article R 123-178-2 du Code de commerce et de l'article 321-5.1 du P.C.G. L'incorporation de ces coûts est limitée à la période d'acquisition ou de production définie pour les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

f) Immobilisations Financières :

Les titres de participation ainsi que les autres immobilisations financières, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

g) Stocks

Les stocks représentent les stocks pharmaceutiques et fournitures générales des établissements.

La valorisation des stocks de la pharmacie et des magasins généraux est appréciée selon la méthode du P.M.P. (Prix Moyen Pondéré). Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le détail des stocks est présenté en Note n°4 de l'annexe.

h) Créances et Dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Le détail des dépréciations constatées sur les actifs est indiqué en Note n°8 de l'annexe.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Comptes Courants d'associés

Le détail des comptes courants détenus sur les filiales est indiqué en note n°3 de l'annexe.

Créances Glissantes

Les créances glissantes dites de l'article 58 (en référence à un article du décret d'août 1983 sur la dotation globale) sont apparues lorsque le budget global a succédé en 1984 et 1985 à un système de financement des hôpitaux par prix de journée.

Lors du passage en budget global, des factures qui n'avaient pas été émises au 31 décembre de l'année de transition (qui était différente selon le statut des établissements) n'ont pas été remboursées par les organismes d'Assurance maladie.

Les règlements effectués par l'Etat en 1986 au titre des facturations de prix de journée 1985 ont été déduits des versements mensuels de la dotation globale, le solde de la dotation étant versé l'année suivante et ainsi de suite.

Les techniques financières décrites ci-dessus aboutissent à un rajeunissement permanent de cette créance qui en cas de :

- Fermeture d'établissement est due par la Sécurité Sociale,
- Dévolution à une autre association est transférée à cette association.

En conséquence, aucune dépréciation n'est à constituer sur ces créances.

Dans les comptes de l'association Groupe SOS Santé, des créances sont constatées à ce titre dans le poste « Créances Clients et comptes rattachés » et concernent les établissements suivants :

En euros	2022	2021
CH Forbach	236 616	236 616
CRF de Villiers s/ Marne	343 358	343 358
Total des créances Art 35&58	579 974	579 974

i) Trésorerie - Emprunts

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement** :

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association dispose d'un compte à terme de 501 ke souscrit dans le cadre du contrat de prêt auprès du Crédit Agricole de 4.500 ke.

Contrats de capitalisation en euros : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2022, les contrats de capitalisation en euros s'élèvent à 2.163 ke, la variation de 15 ke euros est notamment liée à la capitalisation des intérêts courus de l'exercice.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

- **Emprunts transférés dans le cadre des apports partiels d'actifs réalisés en 2015 à l'association Groupe SOS Séniors**

Dans le cadre des apports partiels d'actifs réalisés en 2015, les discussions avec les établissements bancaires ou les cautions, ont conduit à ne pouvoir transférer certains emprunts prévus dans les accords. Il avait donc été convenu dans les actes que l'apporteur continue de régler les échéances de prêts et que le bénéficiaire de l'apport prenne à sa charge la totalité des obligations contenues dans les contrats de prêts et de leurs conséquences financières. Comptablement,

- Les emprunts sont conservés au passif du bilan de l'apporteuse, les intérêts restant à verser constatés en engagements hors bilan.
- Une créance de même montant est constatée à l'actif du bilan de l'apporteuse sur la bénéficiaire de l'apport. Les intérêts restant à verser étant constatés dans les engagements hors bilan reçus (pour l'apporteuse) et dans les engagements hors bilan donnés (pour la bénéficiaire). (Cf. Note 22)

j) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.

k) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à rapporter au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2022 à 15.245 ke.

l) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n°8 de l'annexe.

m) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

Le détail des provisions pour risques et charges est indiqué en Note n° 8 de l'annexe.

Les provisions pour risques ont été constituées notamment pour couvrir les risques liés aux **litiges prud'homaux** à hauteur des demandes formulées sans préjuger de l'issue des procédures en cours, ou en fonction des risques identifiés à la clôture de l'exercice.

Le montant de la provision au 31/12/2022 s'élève à 587 ke.

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien. Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Au cours de l'exercice, aucune dotation n'a été enregistrée et une reprise de 258 ke a été constatée. Le solde de ces provisions s'élève au 31/12/2022 à 3 524 ke.

Les engagements de retraite sont comptabilisés conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans.

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.70 % ;
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application des Conventions Collectives applicables à l'Association C.C.N. 1951 (Recommandations Patronales) ;
- Du nombre de droits acquis en matière d'années de présence pour chacun des salariés ;
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans ;
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie) ;
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires) ;
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%.

Ces engagements sont détaillés en Note n° 22 de l'annexe.

n) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	397 687	2 160								399 847
Autres immobilisations incorporelles	6 034 614	1 418 246	-342 890					-40 525		7 069 445
Immobilisations Incorporelles	6 432 301	1 420 406	-342 890					-40 525		7 469 292
Terrains	4 746 084									4 746 084
Constructions	61 229 779	201 392						1 361 770		62 792 941
Instal. techniques matériel et outillage	29 258 712	1 306 514	-32 752					47 091		30 579 565
Instal. générales, aménagements divers	36 882 086	327 093						665 307	-32 601	37 841 885
Matériel de transport	327 150							-19 836	19 836	327 150
Matériel de bureau et informatique	4 761 455	210 406	-11 131					11 678	-160	4 972 248
Mobilier	4 138 270	194 110	-3 334					3 415	2 325	4 334 786
Autres	433 068	38 034	-14 453							456 649
Immobilisations corporelles en cours	1 848 125	1 807 302						-1 689 991		1 965 436
Avances et acomptes	57 836	658 378						-338 909		377 305
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	143 682 565	4 743 229	-61 670					40 525	-10 600	148 394 049
Participations	4 944 555	5 065 212	-550 000							9 459 767
Prêts	6 077 504	506 139	-179 544							6 404 099
Autres titres et immobilisations financières	964 200	19 058	-17 891							965 367
Immobilisations Financières	11 986 259	5 590 409	-747 435							16 829 233
Total Valeurs Brutes	162 101 125	11 754 044	-1 151 995						-10 600	172 692 574

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	384 284	3 211								387 495
Autres immobilisations incorporelles	3 032 538	791 377	-329 511							3 494 404
Immobilisations Incorporelles	3 416 822	794 588	-329 511							3 881 899
Terrains	548 122	21 381								569 503
Constructions	32 090 912	2 319 763							52	34 410 727
Instal. techniques matériel et outillage	23 398 055	1 470 924	-32 752						-4 167	24 832 060
Instal. générales, aménagements divers	21 605 748	1 574 456							52	23 180 256
Matériel de transport	280 248	11 980								292 228
Matériel de bureau et informatique	3 444 020	429 993	-11 131						-643	3 862 239
Mobilier	3 648 868	149 201	-3 335					4 631	-47	3 799 318
Autres	294 265	40 388	-14 453					-4 631		315 569
Immobilisations Corporelles	85 310 238	6 018 086	-61 671						-4 753	91 261 900
Total Amortissements	88 727 060	6 812 674	-391 182						-4 753	95 143 799

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Informations financières						Valeur comptable des titres détenus		Autres renseignements			
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Alliance Gestion - GIE	2 022	200 100	0	0,01%	15	0	24 479 588	15	15			
Alpha - Méga SCI	2 022	1 080	11 903 456	99,07%	11 793 824	1 225 156	6 246 187	2 776 990	2 776 990			1 063 821
Groupe SOS Coopérative Immobilière	2 022	1 809 944	47 801 981	0,05%	24 806	3 854 927	12 310 270	101 000	101 000	1 526 301		
Centre d'imagerie médicale du Creusot - GIE	2 022	0	423 034	60,00%	253 820	423 034	1 789 614	-	-			294 453
HAD Nord, Saone et Loire - GCS	N/D	4 000	0	25,00%	1 000			1 000	1 000			134 491
Les Trois Frontières - GIE	2 021	15 000	470 089	45,00%	218 290	470 089	1 777 211	6 750	6 750			211 540
Groupe SOS Participations	2 022	1 475 000	564 095	3,40%	69 329	36 304	0	50 000	50 000	50 188		
GSOS Transition Ecologique et Action Territoriale	2 022	1 000	220 899	25,00%	55 475	13 540	1 551 261	250	250	285 576		
Sigma Technologie - SARL	2 022	10 000	170 566	100,00%	180 566	2 286	1 905 722	10 000	10 000			
La Source - SA	2 022	152 449	-1 182 126	99,90%	-1 028 647	-406 119	631 578	1 448 550	1 448 550	1 499 353		
Polyclinique du Parc	2 021	223 200	2 328 859	100,00%	2 552 059	-464 142	12 126 337	5 065 202	5 065 202			
GIE CARNOT / CS	2 022	1 000		10,00%				10	10			
Total								9 459 767	9 459 767	3 361 418	-	1 704 305

Note 4. STOCKS

En euros	31/12/2022	31/12/2021
Achats de matières premières et autres fournitures		
Produits pharmaceutiques & matériel médical	3 398 355	3 549 237
Alimentation	16 304	12 125
Produits d'entretien	31 274	14 700
Fournitures d'hôtellerie, alèses	109 287	80 894
Fournitures consommables & divers	664 312	1 040 569
Matières premières et approvisionnements	4 219 532	4 697 525
Encours - Immeubles et autres biens		
Encours - Prestations de services		
Encours de production		
Produits résiduels et autres		
Produits finis – Biens		
Produits intermédiaires et finis		
Marchandises		
Total Brut	4 219 532	4 697 525
Dépréciations	-121 985	-178 570
Total Net	4 097 547	4 518 955

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	6 404 099	100 873	6 303 226
Autres immobilisations financières	959 148		959 148
Clients douteux	2 509 681	2 509 681	
Usagers, clients et comptes rattachés	57 390 626	57 390 626	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	210 245	210 245	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	27 174	27 174	
Etat et collectivités publiques	5 220 216	5 220 216	
Groupe et associés	3 363 474	213 474	3 150 000
Autres créances	1 178 802	1 099 418	79 384
Charges constatées d'avance	445 293	445 293	
TOTAL GENERAL	77 708 758	67 217 000	10 491 758
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	506 139		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	179 544		

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	50 101 542	19 279 060	12 217 134
Emprunts et dettes financières divers (2)	618 951	46 584	386 031
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	27 582 307	27 582 307	
Personnel et comptes rattachés	9 532 698	9 532 698	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 386 323	13 386 323	
Etat et collectivités publiques	2 468 409	2 468 409	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 802 891	2 802 891	
Groupe et associés	1 000	1 000	
Autres dettes	2 986 907	2 986 907	
Produits constatés d'avance	147 648	147 648	
TOTAL	109 628 676	78 233 827	12 603 165
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 311 120		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 455 972		

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	32 225 615								32 225 615
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	32 225 615								32 225 615
Fonds propres avec droit de reprise	2 216 876								2 216 876
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	2 216 876								2 216 876
Ecart de réévaluation	24 082 109								24 082 109
Réserves	6 978 018	-55 047							6 922 971
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité									
Autres réserves (dont investissement)	6 201 570								6 201 570
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	776 448	-55 047							721 401
Investissement	55 636								55 636
Compensation	709 064	-55 047							654 017
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	11 748								11 748
Report à nouveau	-46 696 740	-1 682 475							-48 379 215
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-317 968	-540 055		5 200					-852 823
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	-247 583	-540 055							-787 638
Charges rejetées par l'autorité	-29 975	29 975							
Charges dont la prise en compte est différée	-40 410	-29 975		5 200					-65 185
Autres Reports à nouveau	-46 378 772	-1 142 420		-5 200					-47 526 392
Activités des ESMS sous gestion libre	-206 560	150 354							-56 206
Autres activités	-46 172 212	-1 292 774		-5 200					-47 470 186
Résultat de l'exercice	-1 737 519	1 737 519						-1 466 225	-1 466 225
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-444 748	444 748						-1 074 908	-1 074 908
Autres activités	-1 292 771	1 292 771						-391 317	-391 317
Situation Nette	17 068 359	-3						-1 466 225	15 602 131
Subventions	14 288 334						1 941 754	-984 727	15 245 361
Provisions réglementées	146 261							-64 261	82 000
TOTAL	31 502 954	-3					1 941 754	-2 515 213	30 929 492

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

En euros	Résultat	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation Périmètre
250_Hôpital Jean Jaurès de Paris 19ème	1 772 005		1 772 005	
942_CRF de Villiers sur Marne	-5 729		-5 729	
612_Hôpital Le Kem	131 317		131 317	
630_Hôpital Hotel Dieu de Mont Saint Martin	697 273		697 273	
631_Hôpital Hôtel Dieu du Creusot	-1 867 834		-1 867 834	
813_Hôpital de Saint Avold	-2 661 842		-2 661 842	
812_Hôpital de Forbach	349 579		349 579	
814_Hôpital de Château Salins	122 683		122 683	
624_SSIAD PA Mont Saint Martin	-79 232	-79 232		Scission d'établissement
627_SSIAD PH Mont Saint Martin	-6 236	-6 236		
818_SSIAD PA Forbach	-54 343	-54 343		
819_SSIAD PH Forbach	-2 328	-2 328		
613_USLD Le Kem	-269 538	-269 538		
614_USLD MSM Les Peupliers	-63 270	-63 270		
815_USLD Forbach	-48 893	-48 893		
817_USLD Château Salins	-209 271	-209 271		
872_Centre de planification de Saint Avold	-17 266		-17 266	
Secteur Santé	-2 212 925	-733 111	-1 479 814	
623_Ehpad Jardins du Kem	-168 373	-168 373		
832_Ehpad Château Salins	-173 424	-173 424		
861_Activité Repas de Château Salins	-1 925		-1 925	
Secteur Séniors	-343 722	-341 797	-1 925	
626_IFAS de Mont Saint Martin	147 208		147 208	
870_IFAS de Saint Avold	147 638		147 638	
Secteur Commerce et services	294 846	0	294 846	
611_Siège	-13 600		-13 600	
610_Association	930 142		930 142	
609_Association - Titres	-120 966		-120 966	
Groupe - Support	795 576	0	795 576	
Résultat Global	-1 466 225	-1 074 908	-391 317	

Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR Amortissements dérogatoires Prov pour Equilibre de la section d'investissement Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo. Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants Provisions pour renouvellement des immobilisations Provision liée à l'Effort de Construction Autres provisions réglementées	146 261		-64 261					82 000
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	146 261		-64 261					82 000
Provisions pour litiges salariaux	566 384	377 500	-36 118	-321 012				586 754
Provisions pour risques	260 000		-213 211					46 789
Provisions pour charges	51 272	6 729						58 001
Provisions pour grosses réparations	3 781 594		-257 458					3 524 136
Provisions pour départ à la retraite	1 302 518	1 887 029	-915 314	-225 081				2 049 152
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET	27 567			-27 567				
Provisions pour fermeture & restructuration		37 032	-265 595	-3 890				83 637
Autres provisions pour risques et charges	316 090							
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	6 305 425	2 308 290	-1 687 696	-577 550				6 348 469
Sur immobilisations : - incorporelles - corporelles - financières								
Sur stocks et en cours	178 570	23 509	-16 971	-63 123				121 985
Sur comptes clients	5 287 285	2 677 350	-381 971	-479 900				7 102 764
Autres dépréciations								
TOTAL DEPRECIATIONS	5 465 855	2 700 859	-398 942	-543 023				7 224 749
TOTAL GENERAL	11 917 541	5 009 149	-2 150 899	-1 120 573				13 655 218
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financière - exceptionnelle - provision pour impôts		4 975 034 27 387 6 729	-2 086 637 -64 261	-1 120 573				

Note 9. FONDS DEEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Rembours	Transfert	Fusions / APA Groupe	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	F	E=A+B+C+D+E	
Immobilisations	64 176				-64 176				
Charges de personnel	66 005		-52 672		1 840			15 173	15 173
Gratifications stagiaires	20 000							20 000	20 000
Financement formation	12 280							12 280	12 280
Évaluation externe	1 840				-1 840				
FD s/ Contributions ATC	164 301	0	-52 672	0	-64 176	0	0	47 453	47 453
Immobilisations	1 743 106	56 446	-88 468		33 129			1 744 213	1 687 767
Immobilisations acquises	243 351	98 664	-57 286		31 047			315 776	
Charges de personnel	46 395	25 000	-30 281					41 114	35 144
Gratifications stagiaires		162 000	-73 200					88 800	
Covid 19	2 303 194	463 073	-1 278 016					1 488 251	594 178
Fonctionnement		70 500	-47 537					22 963	
FIR CLACT 2021	15 636	15 202	-4 155					26 683	
FD s/ Subventions	4 351 682	890 885	-1 578 943	0	64 176	0	0	3 727 800	2 317 089
Immobilisations	186 837	113 290	-3 668					296 459	
Immobilisations acquises		3 581						3 581	
FD s/ Contributions Financières Privées	186 837	116 871	-3 668	0	0	0	0	300 040	0
Immobilisations	49 438				-49 438				
Immobilisations acquises			-4 039		53 013			48 974	
FD s/ Ressources liées à la Générosité Publique	49 438	0	-4 039	0	3 575	0	0	48 974	0
Dons Rotary	3 575				-3 575				
FD liés aux legs et donations	3 575	0	0	0	-3 575	0	0	0	0
Total des fonds dédiés et reportés	4 755 833	1 007 756	-1 639 322	0	0	0	0	4 124 267	2 364 542

Note 10. CHARGES A PAYER

Rubriques	31/12/2022
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	69 621
Trésorerie - Intérêts courus à payer	70 398
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	140 019
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs d'exploitation	7 036 562
Congés payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	10 265 418
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	4 667 545
Etat - autres charges à payer	178 940
Dettes fiscales et sociales	15 111 903
Fournisseurs d'immobilisation	941 467
Clients - Avoirs à établir	3 686
Divers - Charges à payer	27 681
Autres dettes	31 367
TOTAL	23 261 318

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

Rubriques	31/12/2022
Créances usagers et comptes rattachés	17 594 374
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	71 667
Personnel - Produits à recevoir	71 341
Organismes sociaux IJSS	15 500
Etat - Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	196 368
Comptes courants produits à recevoir	13 474
Divers - Produits à recevoir	463 732
Autres créances	832 082
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	18 426 456

Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2022	31/12/2021	FINANCEMENTS	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles brutes	7 060 468	6 420 073	Apports, dotations, rés et fonds propres	60 973 850	60 973 850
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	3 916 938	3 916 938	Réserves affectées à l'investissement	3 807 956	3 807 956
- Agencements	829 146	829 146	Réserve de compens des charges d'amort.		
- Constructions	62 792 941	61 229 779	Subventions d'investissement	15 245 361	14 288 334
- Installations, matériels et outillages	30 579 565	29 258 712	Provisions réglementées	82 000	146 261
- Autres immobilisations corporelles	47 932 718	46 542 029	Provisions régl. des PV nettes d'actif		
Immo. corporelles et incorporelles en cours	2 751 565	1 918 189	Fonds dédiés immobilisations	2 409 003	2 290 483
Immo. en cours - part investissement PPP			Emprunts - dettes financières	34 386 781	35 531 633
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Dépôts et cautionnements reçus	199 695	192 136
Immobilisations financières	16 829 233	11 986 259	Amortissements des immobilisations		
Amortissements excédentaires différés			- Incorporelles	3 881 899	3 416 822
			- Agencements des terrains	569 503	548 122
Charges à répartir			- Constructions	34 410 727	32 090 912
Autres			- Installations, matériels et outillages	24 832 060	23 398 055
			- Autres immobilisations corporelles	31 449 610	29 273 149
			Dépréciations des immobilisations		
			Dépenses refusées par l'ATC		-29 975
			Autres réserves	-47 526 392	-46 378 772
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	172 692 574	162 101 125	Financements stables (I)	164 722 053	159 548 966
FRI NÉGATIF (I-II)	7 970 521	2 552 159	FRI POSITIF (I-II)		
Reports à nouveau déficitaires	1 065 841	578 373	Réserves et provisions à la couv du BFR	11 748	11 748
Résultat déficitaire	1 466 225	1 737 519	Réserves de compensation des déficits	654 017	709 064
Créances Glissantes	579 974	579 974	Résultat excédentaire		
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	265 915	313 302
			Provisions pour risques et charges	6 348 469	6 305 425
			Fonds dédiés d'exploitation	1 715 264	2 465 350
			Dépréciation des stocks et créances	7 224 749	5 465 855
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	3 112 040	2 895 866	Financements stables d'exploitation (III)	16 220 162	15 270 744
FRE NÉGATIF (III-IV)			FRE POSITIF (III-IV)	13 108 122	12 374 878
FRNG NEGATIF			FRNG POSITIF	5 137 601	9 822 719
Stocks	4 219 532	4 697 525	Avances reçues	769 176	525 195
Avances et acomptes versés	46 244	19 421	Fournisseurs d'exploitation	27 582 307	23 146 708
Organismes payeurs, usagers	56 804 184	53 979 839	Dettes fiscales et sociales	25 387 430	27 026 205
Créances diverses d'exploitation	6 636 437	7 711 861	Dettes diverses d'exploitation	2 929 935	3 328 285
Créances irrécouvrables en non-valeur	2 509 681	1 921 631	Produits constatés d'avance	147 648	358 788
Charges constatées d'avance	445 293	532 088	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	52 897	22 922	Fonds en dépôt par les résidents	49 062	57 374
Autres	3 363 474	1 113 722	Autres	2 442	3 242
Valeurs d'exploitation (VI)	74 077 742	69 999 009	Dettes d'exploitation (V)	56 868 000	54 445 797
BFR (VI-V)	17 209 742	15 553 212	EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)		
Valeurs mobilières de placement	2 664 716	2 648 753	Fournisseurs d'immobilisations	2 802 891	1 302 521
Disponibilités	4 199 901	6 009 552	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance	150	150	Concours bancaires courants	13 943 542	9 970 806
			Ligne de trésorerie	2 050 456	3 068 567
			Intérêts courus non échus	140 019	47 054
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	6 864 767	8 658 455	Financements à court terme (VII)	18 936 908	14 388 948
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)			TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)	12 072 141	5 730 493
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	256 747 123	243 654 455	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	256 747 123	243 654 455

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Trésorerie d'ouverture		-5 730 493
Résultat d'exploitation		-2 273 037
+ Amortissements	6 812 677	
+ Provisions	1 767 824	
+ Fonds dédiés	-631 569	
+ Autres	-960 743	
Resultat brut d'exploitation		4 715 152
- Frais financiers	-819 118	
+ Produits financiers	1 118 657	
+ Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	640 484	
- Impôt sur les sociétés	7 400	
+/- Charges et produits exceptionnels	-194 996	
+/- Autres		
Capacité d'auto-financement		5 467 579
Variation des stocks	477 994	
Variation des créances d'exploitation	-4 526 752	
Variation des dettes d'exploitation	2 422 203	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-1 626 555
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		3 841 024
- Acquisition d'immobilisations	-11 748 197	
+ Cession d'immobilisations	761 064	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-10 987 133
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues	1 941 754	
+ Emissions d'emprunts	2 311 120	
- Remboursements d'emprunts	-3 455 972	
+/- Dépôts de garanties reçus	7 559	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		804 461
Trésorerie de clôture		-12 072 141

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31.12.2022	31.12.2021
Santé	286 728 778	279 155 043
Seniors	2 833 405	2 565 711
Commerces et Services	1 489 797	1 515 944
Groupe	2 757 353	2 206 734
Facturation entre établissements	-3 185 416	-3 224 769
Produits d'exploitation par activité	290 623 917	282 218 663
Gestion libre	278 235 067	272 739 219
Gestion contrôlée	14 560 771	13 840 741
Facturation entre établissements	-2 171 921	-4 361 297
Produits d'exploitation par nature de financement	290 623 917	282 218 663
Secteur lucratif		
Secteur non lucratif	290 648 877	282 218 663
Facturation entre établissements	-24 960	
Produits d'exploitation par secteur fiscal	290 623 917	282 218 663

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	13 629	13 379	250	3 000		3 000
Immobilisations financières - Filiale Omega	550 000	550 000				
QP de subventions des actifs cédés	23 992		23 992			
Autres opérations exceptionnelles sur le capital						
Opérations en capital	587 621	563 379	24 242	3 000		3 000
Aux amortissements excep. des immo.		2	(2)		402 730	(402 730)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées	64 261		64 261	5 772		5 772
Aux provisions pour risques et charges		27 387	(27 387)			
Aux dépréciation except.						
Dotations et reprises	64 261	27 389	36 872	5 772	402 730	(396 958)
Pénalités et amendes		47 243	(47 243)		1 262	(1 262)
Créances devenues irrécouvrables / Abandon de créances		15 213	(15 213)		6 629	(6 629)
Litiges		30 315	(30 315)		2 939	(2 939)
Régularisation financement antérieur		74 640	(74 640)	66 440	421 211	(354 771)
Caisses sociales et salaires	45 770		45 770	7 546		7 546
Régularisations produits	4 356		4 356	135 569		135 569
Régularisations dettes	18 010	95 741	(77 731)	24 851	61 874	(37 023)
Réallocation soutien Ehpad	75 277	75 277				
Réallocation du financement Segur aux sections tarifaires	255 683	255 683		98 958	98 958	
Autres charges et produits exceptionnels	102	82	20	2 123	20 385	(18 262)
Opérations de gestion	399 198	594 194	(194 996)	335 487	613 257	(277 771)
Résultat exceptionnel	1 051 080	1 184 962	(133 882)	344 259	1 015 987	(671 728)

Note 19. TABLEAU DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat comptable sous gestion propre	-391 317	-1 292 771
Résultat comptable sous gestion contrôlée	-1 074 908	-444 748
Résultat comptable	-1 466 225	-1 737 519
Reprise du résultat Antérieur	4 773	-47 357
Résultat effectif Global	-1 461 452	-1 784 876
dont Résultat effectif sous gestion propre	-391 317	-1 292 771
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	-1 070 135	-492 105

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		469 833	
Etat		85 500	
Etat - Assurance Maladie - ARS	234 732 007	167 948	1 816 300
Etat - CAF		2 258	
Etat - Dirrecte		676 205	
Etat - ASP			
Régions		490 000	15 454
Départements	2 191 003	156 090	
Communes, Villes			110 000
Autres Financeurs	11 939 409	34 403	
TOTAL	248 862 419	2 082 237	1 941 754

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

En milliers d'euros	Santé	Séniors	Commerce et services	Groupe	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	286 729	2 833	1 490	2 757	-3 185	290 624
Cotisations				0		0
Ventes de biens et services	28 422	1 085	984	2 342	-3 185	29 647
- Ventes de biens	4 418					4 418
- Ventes de prestations de service	24 004	1 085	984	2 342	-3 185	25 229
Produits de tiers financeurs	248 877	1 669	485	33		251 064
- Concours publics	247 188	1 669	5			248 862
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	133 069	150				133 219
<i>Dotation Globale de Financement</i>	68 859	1 519				70 379
<i>Autres produits de tarification</i>	45 260		5			45 265
- Subventions d'exploitation	1 569		480	33		2 082
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible						
- Ressources liées à la générosité du public	2					2
- Contributions financières	118					118
Production Stockée						
Production Immobilisée	37					37
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	3 122	2	7	239		3 370
Utilisation des fonds dédiés	1 639					1 639
Autres produits de Gestion Courante	4 633	77	14	143		4 867
Charges d'exploitation	279 622	3 116	1 165	12 179	-3 185	292 897
Achat de marchandises						
Variation de stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres appro	28 231	72	2			28 305
Variation de stocks matières premières et autres appro	464					464
Autres achats et charges externes	65 858	809	213	7 506	-1 706	72 681
Aides financières	73					73
Impôts, taxes et versements assimilés	15 177	155	60	334		15 726
Salaires et traitements	109 787	1 090	483	2 287		113 648
Charges sociales	47 278	892	356	1 555	-1 480	48 602
Dotation aux amortissements et aux provisions						
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 265	54	24	470		6 813
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations						
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	2 687	1		13		2 701
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 232	16	26			2 274
Reports de fonds dédiés	1 008					1 008
Autres charges d'exploitation	562	27	1	13		603
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 107	-283	324	-9 421		-2 273
QP de résultat sur opérations faites en commun	-8 465	-60	-29	9 196		640
Produits financiers				1 119		1 119
Charges financières	720	1	0	98		819
RESULTAT FINANCIER	-720	-1	0	1 021		300
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-2 079	-344	295	795		-1 333
Produits exceptionnels	334	154		563		1 051
Charges exceptionnelles	467	154		564		1 185
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-134			0		-134
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les sociétés				-1		-1
RESULTAT NET	-2 213	-344	295	796		-1 466
Total des charges	289 916	3 331	1 195	12 840	-12 381	294 900
Total des produits	287 703	2 987	1 490	13 635	-12 381	293 434

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

En milliers d'euros	Gestion Libre	Gestion Contrôlée	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	278 235	14 561	-2 172	290 624
Cotisations	0			0
Ventes de biens et services	28 368	3 451	-2 172	29 647
- Ventes de biens	4 418			4 418
- Ventes de prestations de service	23 950	3 451	-2 172	25 229
Produits de tiers financeurs	240 229	10 835		251 064
- Concours publics	238 105	10 757		248 862
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	132 098	1 121		133 219
<i>Dotation Globale de Financement</i>	60 743	9 636		70 379
<i>Autres produits de tarification</i>	45 265			45 265
- Subventions d'exploitation	2 004	78		2 082
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public	2			2
- Contributions financières	118			118
Production Stockée				
Production Immobilisée	37			37
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	3 281	89		3 370
Utilisation des fonds dédiés	1 639			1 639
Autres produits de Gestion Courante	4 681	186		4 867
Charges d'exploitation	279 818	15 251	-2 172	292 897
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro	27 812	494		28 305
Variation de stocks matières premières et autres appro	464			464
Autres achats et charges externes	68 336	4 467	-122	72 681
Aides financières	73			73
Impôts, taxes et versements assimilés	15 051	676		15 726
Salaires et traitements	108 212	5 436		113 648
Charges sociales	46 837	3 815	-2 049	48 602
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 604	209		6 813
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	2 663	38		2 701
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 192	82		2 274
Reports de fonds dédiés	1 008			1 008
Autres charges d'exploitation	568	34		603
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 583	-690		-2 273
QP de résultat sur opérations faites en commun	1 018	-378		640
Produits financiers	1 119			1 119
Charges financières	812	7		819
RESULTAT FINANCIER	307	-7		300
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-258	-1 075		-1 333
Produits exceptionnels	720	331		1 051
Charges exceptionnelles	854	331		1 185
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-134	0		-134
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les sociétés	-1			-1
RESULTAT NET	-391	-1 075		-1 466
<i>Total des charges</i>	<i>281 483</i>	<i>15 967</i>	<i>-2 550</i>	<i>294 900</i>
<i>Total des produits</i>	<i>281 092</i>	<i>14 892</i>	<i>-2 550</i>	<i>293 434</i>

AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a) Engagements donnés :

a.1. Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont évalués à **17 055 546 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. L'association a constaté au passif un montant de **2 049 152 euros** à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **15 006 394 euros**.

Les engagements de rente de la part de RIUS des allocataires (Retraite Usilor Sacilor) sont évalués à **597 ke (Rentes limitées à 1,5 P.A.S.S. avec revalorisation et avec réversion, données 2021)** Les données 2022 ne sont pas disponibles.

La provision susvisée est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 0.50 % ;
- Prise en compte d'un taux annuel de revalorisation des rentes 0.80 %, (taux retenu par le Groupe Arcelor Mittal) ;
- Le calcul de la provision est établi hors taxe Fillon.

a.2. Engagements liés aux parts détenues dans des GIE

L'Association Groupe SOS Santé, est membre de quatre GIE : le GIE Alliance Gestion, le GIE Centre d'Imagerie Médicale du Creusot, le GIE Trois Frontières, du GCS HAD Nord, Saône et Loire et, depuis 2022, le GIE Carnot CS.

Groupe SOS Santé est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres des groupements.

Au 31/12/2022, les données relatives à ces groupements sont les suivantes :

	Gie Alliance Gestion	GIE CIMC	GIE 3 Frontières	GIE CARNOT/ CS	GCS HAD Nord, Saone et Loire
Année de référence des données	2 022	2 022	2 021		
Dettes financières	1 743 998	322 955		nc	nc
Dettes d'exploitation	6 949 141	273 770	292 756	nc	nc
Autres dettes	1 310 223	164 627	68 292	nc	nc
Total des dettes en euros	10 003 362	761 352	361 048		
Parts sociales détenues	0,01%	60%	45%	10%	25%
Participation à l'ensemble des charges en 2022	20,49%	nc	nc	nc	nc

a.3. Intérêts restant à courir sur emprunts et dettes financières

Dans le cadre des apports partiels d'actifs réalisés en 2015, certains emprunts n'ont pas pu être transférés du fait du désaccord des banques. Pour faire suite à ces décisions, l'association Groupe SOS Santé s'est engagée à rembourser à l'association Groupe SOS Séniors le capital et les intérêts restant dus au titre de ces emprunts.

en ke	Etablissements financiers	Groupe Sos Séniors
Part à moins d'un an	512	12
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	1 512	
Part à plus de 5 ans	1 329	
Total	3 352	12

a.4. Engagements donnés aux établissements financiers :

Garantie	Fonds garantis	Signature du prêt	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie en ke	Capital restant dû au 31-12-2022
Hypothèque ensemble immobilier	Emprunt	2010	20 ans	CIC	500	194
Hypothèque ensemble immobilier de Saint Avold	Emprunt	2015	15 ans	Caisse d'Epargne	1 600	937
Hypothèque ensemble immobilier de Saint Avold	Emprunt	2014	15 ans	Dexia Crédit Local	7 630	5 514
Hypothèque ensemble immobilier de Saint Avold	Emprunt	2014	7 ans et 10 mois	Dexia Crédit Local	2 261	0
Hypothèque ensemble immobilier de Château Salins	Emprunt	2020	22 ans	LCL	7 000	6 698
Nantissement de Produits d'Epargne	Emprunt	2019	10 ans	Crédit Agricole de Lorraine	500	770
Gage et nantissement de 7.268 actions de la société Polyclinique du Parc	Emprunt	2022	12 ans	BRED	2 311	2 177

a.5. Engagements donnés aux établissements financiers pour le compte d'entités du Groupe SOS

Garantie	Fonds garantis	Signature du prêt	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie en ke	Capital restant dû au 31-12-2022
Caution Hypothécaire sur l'ensemble immobilier de Saint Avold	Emprunt	2008	15 ans	CIC	4 910	475
Caution Hypothécaire sur l'ensemble immobilier de Saint Avold	Emprunt	2019	20 ans	CANSSM	11 850	9 779

b) Engagements reçus :

b.1 Intérêts restant à courir sur emprunts :

Dans le cadre des apports partiels d'actifs réalisés en 2015, certains emprunts n'ont pas pu être transférés du fait du désaccord des banques. Pour faire suite à ces décisions, l'association Groupe SOS Séniors s'est engagée à rembourser à l'association Groupe SOS Santé le capital et les intérêts restant dus au titre de ces emprunts.

en ke	Groupe Sos Séniors
Part à moins d'un an	1
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	2
Part à plus de 5 ans	0
Total	2

b.2. Garanties reçues au profit d'établissements financiers :

Garantie	Fonds garantis	Signature du prêt	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie en ke	Capital restant dû au 31-12-2022
Caution Solidaire de la commune de Villiers sur Marne	Emprunt	2003	20 ans	Société Générale	4 414	725
Caution Solidaire d'Interfimo (50%)	Emprunt	2017	20 ans	Crédit Lyonnais	1 286	1 040
Garantie SOGEMA (50%)	Emprunt	2019	17 ans	Triodos	451	406
Garanties reçues d'entités hors Groupe SOS					6 151	2 170
Caution Solidaire de Groupe SOS Solidarités	Emprunt	2012	10 ans	Société Générale	6 000	0
Caution Solidaire de GSOS Coopérative Immobilière	Emprunt	2011	20 ans	Société Générale	1 000	555
Caution Solidaire de GSOS Coopérative Immobilière	Emprunt	2011	20 ans	Crédit Mutuel - CR CMIDF Paris	1 000	532
Caution Solidaire de GSOS Coopérative Immobilière	Emprunt	2014	15 ans et 3 mois	Société Générale	3 783	992
Caution Solidaire GSOS Coopérative Immobilière (30% yc intérêts)	Emprunt	2014	15 ans	Dexia Crédit Local	7 630	5 514
Caution Hypothécaire d'Alpha Mega sur l'ensemble immobilier de l'hôpital Le Kem	Emprunt	2017	20 ans	Crédit Lyonnais	2 573	2 079
Caution Hypothécaire d'Alpha Mega sur l'ensemble immobilier de Mont Saint Martin	Emprunt	2019	20 ans	Société Générale	4 540	4 042
Caution simple GSOS Coopérative Immobilière	Ligne de découvert	2021	1 ans	Crédit Mutuel - CR CMIDF Paris	1 500	
Garanties reçues de structures du Groupe SOS					28 026	13 714
Total des garanties reçues au profit des établissements financiers					34 178	15 884

Note 23. EFFECTIF MOYEN

Effectifs moyen en 2022	
Direction	27
Administration générale	422
Service Généraux	409
Restauration	1
Socio-éducatif	59
Paramédical	1 511
Médical	271
Autres fonctions	
Total	2 700

Note 24. CREDIT-BAIL

en milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations matériels et outillages	Total
Valeur d'origine	1 000	9 000	677	10 677
Amortissements				
- cumuls exercices antérieurs		4 089	44	4 133
- dotation de l'exercice		382	67	449
VNC des biens à la clôture	1 000	4 530	566	6 096
Redevances payées				
- cumuls exercices antérieurs		6 419	71	6 491
- exercice		585	98	683
Total des redevances payées (TTC)	0	7 004	169	7 173
Redevances restant à payer				
- à un an au plus		585	116	701
- à cinq ans au plus		2 338	390	2 729
- à plus de cinq ans	1 000	2 215	90	3 305
Total des redevances restant à payer (TTC)	1 000	5 138	597	6 734
Valeur résiduelle				
- à un an au plus			1	1
- à plus d'un an et cinq au plus			2	2
- à plus de cinq ans		0	5	5
Valeur résiduelle restant à verser	0	0	8	8

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice, Groupe SOS Santé n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

Note 26. REMUNERATIONS DES CADRES DIRIGEANTS

Dans le cadre de la loi N° 2006-586 du 23 mai 2006, sur le volontariat associatif, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations et des avantages en nature.

Les administrateurs sont bénévoles et n'ont perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte de résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal s'élève à 148 359 euros. Ce montant intègre la T.V.A. correspondant aux honoraires facturés.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due :

- A la possession des participations des entités lucratives détenues (secteur financier distinct) ;
- Aux activités accessoires réalisées.

Au 31/12/2022, l'association a constaté un produit d'impôt pour un montant de 671 euros.
